

*Cahiers du*  
MONDE RUSSE

## **Cahiers du monde russe**

Russie - Empire russe - Union soviétique et États  
indépendants

**46/4 | 2005**

**L'invention d'une politique humanitaire**

---

# Olaf Mertelsmann, ed., The Sovietization of the Baltic States

Catherine Gousseff

---



### **Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/6655>

DOI : [10.4000/monderusse.6655](https://doi.org/10.4000/monderusse.6655)

ISSN : 1777-5388

### **Éditeur**

Éditions de l'EHESS

### **Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 959-962

ISBN : 2-7132-2057-2

ISSN : 1252-6576

### **Référence électronique**

Catherine Gousseff, « Olaf Mertelsmann, ed., The Sovietization of the Baltic States », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 46/4 | 2005, mis en ligne le 30 juin 2009, consulté le 03 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/6655> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.6655>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 septembre 2022.

Tous droits réservés

---

# Olaf Mertelsmann, ed., *The Sovietization of the Baltic States*

Catherine Gousseff

---

## RÉFÉRENCE

Olaf MERTELSMANN, ed., *The Sovietization of the Baltic States, 1940-1956*. Tartu : KLEIO Ajalookirjanduse Sihtasutus, 2003, 254 p.

- 1 *The Sovietization of the Baltic States* rassemble une quinzaine de contributions très variées, aussi bien par les thèmes traités, les périodes, les pays, que par les approches choisies. Inutile, donc, de chercher un fil conducteur dans cet ouvrage dont le maître d'œuvre, Olaf Mertelsmann, assume la diversité en soulignant dans l'introduction que le processus de soviétisation a revêtu des aspects, des temporalités très différentes selon les régions ou les pays annexés, et qu'il n'a pas constitué un phénomène exclusivement politique, mais aussi social et culturel. Cet ouvrage doit ainsi être appréhendé comme une succession d'essais présentant certaines des nouvelles tendances de l'historiographie consacrée au passé socialiste des États baltes. Un passé qu'Olaf Mertelsmann périodise en recourant certes à des lignes de fracture classiques (avènement de la guerre froide, mort de Stalin), mais en insistant également sur le tournant décisif de 1949, qui marque, avec la collectivisation et les déportations de masse, le véritable établissement du pouvoir soviétique dans cette région majoritairement agraire.
- 2 La nature de l'implantation forcée du pouvoir soviétique est diversement perçue et abordée selon les auteurs. Certains, comme Walter Clemens, se situent dans la continuité de l'historiographie produite par l'émigration balte (et largement relayée par les élites postcommunistes de ces pays), envisageant les années 1940-1991 comme une vaste période d'« occupation ». Timofei Agarin soutient que les mécanismes d'intégration et de contrôle mis en œuvre en Lituanie par Moscou avec l'objectif de susciter l'adhésion du plus grand nombre au projet socialiste, se sont, dans une grande mesure, apparentés à un processus de colonisation. D'autres auteurs envisagent plutôt la nature du lien avec

Moscou dans la perspective, déjà bien étudiée pour d'autres républiques, de la relation centre-périphérie. C'est le cas, par exemple, de l'étude de Jeremy Smith consacrée à la réception, en Estonie et en Lettonie, de la réforme de l'éducation mise en place par Hruščev. Celle-ci, tout en ayant suscité de fortes résistances dans les deux cas, a abouti à des résultats différents dans ces deux républiques. La stratégie estonienne d'auto-limitation a permis, contrairement à celle de la direction lettonne, d'éviter un conflit ouvert avec Moscou.

- 3 Après deux décennies d'indépendance et d'édification des États-nations, l'analyse du processus de soviétisation des États baltes conduit à revenir sur la politique nationale conduite dans ces républiques, à travers les discours et les relectures de l'histoire visant à légitimer leur intégration à l'URSS. Cette question est principalement abordée à travers le cas lituanien. L'étude de Rudiger Ritter, consacrée à « l'identité prescrite », passe en revue différents aspects, inégalement connus et explorés, du discours de légitimation soviétique véhiculé dans cette république. Si le rôle de l'histoire officielle (thèse d'un « appel au secours » des Litvaniens aux Soviétiques pour se libérer de la dictature fasciste, existence d'une authentique situation révolutionnaire en Lituanie, rôle positif du passé impérial russe, etc.) ne fait pas l'objet d'une analyse renouvelée, le rappel des formes d'arbitrage et de médiation soviétiques dans le contentieux accumulé par les Litvaniens à l'encontre de leurs voisins (polonais et biélorusses) mérite d'être souligné. En revenant assez longuement sur ces litiges, notamment à travers la question de Vilnius, R. Ritter insiste sur les incohérences de la politique soviétique, liées notamment au rigorisme idéologique des dirigeants. La condamnation du nationalisme bourgeois d'avant-guerre n'a pas permis au nouveau régime de tirer tous les profits de la nouvelle configuration nationale de la Lituanie après 1945. La disparition des Juifs durant l'occupation allemande, les transferts de population polonaise vers la Pologne au sortir de la guerre et la remise de Vilnius aux Litvaniens au cours de la brève intervention soviétique de 1939 ont de fait consolidé l'État-nation – et Moscou a contribué à cette évolution. R. Ritter consigne également les oscillations du pouvoir central face aux rivalités litvano-polonaises. Après avoir soutenu le bien-fondé de la lituanisation de Vilnius, il rappelle la promotion par Moscou des droits de la minorité polonaise (en particulier dans le domaine de l'enseignement), ayant pour objectif, selon l'auteur, de diviser pour mieux régner. À partir du début des années 1960, les concessions faites à la « lituanité » (tel cet événement hautement symbolique que fut la reconstruction du château médiéval de Trakai) ont contribué au renouveau lituanien. Occasions manquées et gestes tardifs ne suffisent pas à expliquer l'échec de « l'identité prescrite ». La sous-estimation du poids de la mémoire collective, la défiance de l'intelligentsia lituanienne, initialement favorable au nouveau régime, mais traumatisée par les violences exercées lors de l'annexion de 1940, sont également d'importants facteurs à prendre en considération.
- 4 Par une approche différente, Timofei Agarin parvient à des conclusions très proches. L'objectif de la soviétisation des Litvaniens était, précise cet auteur, de faire accepter le caractère inéluctable du futur soviétique. L'industrialisation du pays, les nouvelles formes de dépendance économique et politique, la promotion, à la faveur des pertes de guerre et des répressions, d'une nouvelle intelligentsia locale russifiée, le développement de l'enseignement supérieur furent, entre autres, les moyens de cette politique colonisatrice qui aboutit en définitive à une affirmation de l'identité nationale lituanienne. Pour cet auteur, l'échec de l'entreprise résulte de la force des différents vecteurs identitaires (langue, religion, passé de l'indépendance étatique), mais aussi

d'une conception de la soviétisation conçue avant-guerre et inadaptée à la situation balte.

- 5 D'autres éclairages, concernant directement ou indirectement la politique des nationalités, sont fournis par des études plus ponctuelles. Celle de Glenn Erik Kranking aborde le cas de la minorité suédoise d'Estonie (8 000 personnes environ) et de la propagande menée spécifiquement à son égard lors de l'annexion de 1940-1941. L'installation d'une base militaire soviétique dans l'île Pakrite, où les Suédois étaient en partie installés, conduisit au déplacement de cette population, qui manifesta majoritairement sa volonté de partir pour la Suède. L'établissement d'un organe de presse suédois prosoviétique visant à rallier cette minorité et à dissuader les migrations illustre, selon l'auteur, la « politique de Piémont » soviétique (selon l'expression utilisée par Terry Martin à propos de l'Ukraine des années 1920). Mais cette propagande n'apporta aucun résultat tangible.
- 6 Dans une étude sur les changements intervenus, entre 1945 et 1950, au sein du personnel enseignant de Daugavpils en Lettonie, Irena Saleniece procède à l'analyse statistique de l'évolution de son profil en fonction des lieux de formation. Alors qu'en 1945, seuls 17 % des enseignants avaient été formés en URSS, ils étaient 57 % deux ans plus tard, la proportion des autochtones ayant chuté dans l'intervalle de près de 20 %. Point névralgique de la soviétisation, le secteur de l'éducation fut autant un espace d'épuration que d'imposition forcée des nouveaux cadres, et le cas de Daugavpils – conclut l'auteur – exemplifie le processus conduit à l'échelle de l'ensemble du pays.
- 7 Les restructurations socio-économiques d'après-guerre sont abordées en particulier par Olaf Mertelsmann. À partir du cas estonien, celui-ci s'interroge sur la pertinence de la croissance industrielle mise en avant par le pouvoir stalinien dans les années 1945-1950. Comparant les différents indicateurs et les statistiques de la période soviétique (taux de croissance, proportion d'emplois dans l'industrie, taux de production, etc.) avec ceux de la fin des années 1930, l'auteur constate le caractère chimérique de l'industrialisation sous Staline, le pays n'ayant retrouvé son niveau d'avant-guerre que dans la deuxième moitié des années 1950.
- 8 Dans une optique très différente, Anu-Mail Köll revient sur la mise en œuvre de la collectivisation en étudiant les différentes étapes de la dékoulakisation dans trois districts de la région de Viljandimaa en Estonie. Dans ce processus, l'auteur centre son analyse sur les formes de stigmatisation et de résistance telles qu'elles apparaissent dans les dossiers de koulaks. Il souligne la diversité des critères retenus pour définir le koulak, en tentant par ce biais de cerner les profils des responsables de la campagne de dékoulakisation. Si, dans le premier district, on prend largement en compte les comportements pendant l'occupation allemande, dans le troisième, l'approche reste essentiellement bureaucratique, se référant par exemple aux normes de production. Cette contribution originale analyse également les requêtes (extrêmement nombreuses) des présumés koulaks demandant la révision de leur statut, ainsi que les courriers adressés à leur propos. Il ressort de ces missives que les interventions pour les défendre sont beaucoup plus nombreuses que les lettres de dénonciation, et que ces prises de position en leur faveur proviennent d'auteurs très différents, simples voisins, mais aussi membres du parti ou responsables régionaux. Autant de faits qui suggèrent l'impopularité de ces répressions et l'existence d'une forte solidarité à la veille des grandes déportations.

- 9 Diverses et inégales, certes, les différentes contributions rassemblées dans cet ouvrage fournissent un éclairage très stimulant sur le renouveau historiographique du passé soviétique des pays Baltes. Leur intérêt est aussi, par la variété géographique des études de cas, d'encourager une réflexion comparative. Dans une période où la relecture de la soviétisation à Vilnius, Tallinn et Riga se décline sur un mode presque exclusivement national, cette démarche apparaît d'autant plus salutaire.